



conférence-débat et séminaire
avec Jean Gadrey et Nicolas Postel,
économistes, à Dunkerque

QUELLE AUTRE EUROPE SOCIALE ?



UNE AUTRE EUROPE EST POSSIBLE

4 débats populaires et citoyens sur l'Europe sociale, dans la Région Nord Pas de Calais.

L'Université populaire et citoyenne à Roubaix a été retenue suite à l'appel à proposition pour le Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat, lancé par la Commission européenne. Quatre débats en trois temps (le café-citoyen, la conférence, le séminaire), dans quatre territoires régionaux du Nord pas-de-Calais sont organisés pour partager nos savoirs citoyens et consolider une société civile européenne à partir du thème de l'Europe sociale.

L'Europe

Après le « non » aux référendums sur le Traité de constitution européenne (TCE) en France et aux Pays Bas, l'Europe reste enfermée dans un projet économique, monétaire (Maastricht-Nice) et intergouvernemental. Face aux défis du Monde, nous devons construire une Europe plus politique et plus démocratique pour répondre aux grandes questions : quel est le but de la construction européenne ? Quelles en sont les frontières ? Quel modèle social européen faut-il équilibrer ? Quel doit être le rôle international de l'Union européenne ?

L'Europe sociale

En France, l'Europe sociale a été le chaînon manquant à la fois dans le débat sur l'élargissement aux pays à bas salaires et dans le Traité de Constitution Européenne. Pourtant en Europe, des pays comme le Danemark, la Suède ou encore l'Autriche semblent mieux concilier que la France « flexibilité » et « sécurité » de l'emploi en favorisant non seulement le « plein emploi » mais aussi la réduction des inégalités. Comment, à partir d'une diversité de situations nationales, avancer vers un modèle social européen et surtout lequel ?

L'Education populaire

Face au repli communautaire et à la défiance des citoyens vis-à-vis des institutions (politiques, syndicales, associatives), rénover des démarches d'Education populaire constitue un enjeu important. Construire dans la durée des lieux de formation et d'actions collectives qui favorisent les échanges de savoirs citoyens, c'est ce projet qu'expérimente différents espaces du type « universités populaires » dans la Région. Quatre d'entre eux : l'Université pour tous à Valenciennes, l'association « A petits pas » dans le cadre du projet « Université rurale et citoyenne » dans le pays des 7 Vallées, « Citéphilo » à Lille et « l'Université populaire et citoyenne » à Roubaix, se sont associés pour co-produire des débats sur l'Europe sociale.

Quatre questions en débat

Chacun des quatre débats prévus dans la région sera organisé à partir des quatre questions suivantes :

1. Danemark, Suède, Finlande, Norvège, les pays nordiques ont-ils un nouveau modèle social transposable à l'Europe ?
2. L'idée de « flexicurité » peut-elle ramener le plein emploi tout en réduisant les inégalités, à quelles conditions ?
3. Entre la concurrence du « plombier polonais » et les menaces de délocalisations à l'Est, comment sécuriser une Europe sociale à vingt sept ou trente pays ?
4. Comment consolider des espaces de formation et d'actions collectives pour avancer vers une Europe sociale ?

Le café-citoyen

Organisé en amont de la conférence et du séminaire dans un lieu public (un café, une association), il a pour objectif de mobiliser une vingtaine d'acteurs sur le territoire concerné. Il doit permettre un premier échange sur les travaux du scientifique invité et de caler l'animation de la conférence et du séminaire.

La conférence-débat

Le vendredi soir, un chercheur argumentera et mettra en débat son analyse, ses propositions sur les quatre questions posées. L'entrée est libre.

Le séminaire

Le samedi matin, l'université populaire concernée animera le séminaire avec pour objectif d'approfondir les actions qui peuvent être menées localement. Le chercheur participera au séminaire non pas comme animateur mais comme aide à la reformulation de ce que diront les participants. Le séminaire est limité à une vingtaine de participants sur inscription.

Le cahier, la radio, le Dvd

Les échanges de savoirs issus de la conférence et du séminaire feront l'objet d'un cahier de l'UPC. Dans le cadre d'une convention avec la Fédération des radios associatives du nord de la France (FRANF), une émission radio sera produite après chaque débat et diffusée sur l'ensemble du réseau des radios associatives. Un Dvd de la conférence sera réalisé et diffusé auprès des participants.

Université Populaire et Citoyenne à Roubaix c/o FAL, 20 rue de Lille 59100 Roubaix
Vincent Boutry – Majdouline Sbaï tél : 03.20.82.23.96 ou 06.89.33.53.12
contact@upc-roubaix.org / Toute notre actualité sur www.upc-roubaix.org

Relancer l'Europe en relégitimant l'impôt



L'initiative de l'UPC de Roubaix est excellente à tout point de vue :

- parce qu'elle permet de reparler d'Europe dans un entre-deux apaisé (que l'on aurait pu souhaiter plus long...)
- parce qu'elle permet de relier les différents acteurs du monde social que sont les chercheurs du social et de l'économique, et les transformateurs du social que sont les militants de terrain
- parce qu'elle permet enfin d'unifier un territoire finalement vaste, celui du Nord-Pas de Calais dans une même perspective politique de recherche d'une Europe sociale.

Sur la forme donc, on ne peut que souhaiter que ce premier cycle de conférences-débats-ateliers de travail collectif perdure et fédère les initiatives dans notre région. Le format de travail est le bon. Et s'il reste difficile de toucher directement les exclus du libéralisme triomphant, le travail de l'UPC prouve qu'il est possible et indispensable d'homogénéiser la culture des cadres intermédiaires de notre société.

Dans le Dunkerquois, cette initiative a permis, à partir d'une brillante et très éclairante intervention

de Jean Gadrey, d'aboutir très rapidement à un consensus clair : les participants, d'horizons politiques très différents, s'accordent en effet sur cinq points de changement pour une Europe sociale (voir le compte-rendu du séminaire). Cinq points simples, clairs, qui forment le vade mecum d'une Europe répondant réellement à la volonté de ses créateurs et des votes positifs qui l'ont mise sur pied : ceux-là visaient en effet à rétablir un espace politique suffisamment vaste pour faire contrepoids à l'élargissement de l'échelle du monde, et à l'extension désormais sans limite de la régulation marchande. Faire l'Europe c'est ainsi encore et toujours affirmer le besoin de politique, la nécessité que l'Homme garde une prise sur le monde et les artifices qu'il construit, au premier rang desquels se trouve l'artifice marchand.

De ces cinq points, l'un est à mes yeux plus important car plus fondateur de bien commun que les autres : la défense de l'impôt. Comment concevoir une espace politique définissant les règles du vivre ensemble sans avancer l'idée que ce bien commun nécessite que chacun y aille de sa contribution à hauteur de ses moyens ? L'existence d'un impôt européen doit être l'objectif naturel d'une population qui est déjà parvenue à s'unir dans une même monnaie. Une monnaie sans impôt, et donc sans force publique, est condamnée à n'être qu'une coquille vide, portant les désavantages d'une vie ensemble, sans aucun de ses avantages. La tragi-comédie du « mini traité » européen et du maxi déni de démocratie que sa ratification parlementaire constitue n'en est qu'une illustration supplémentaire. Relégitimer l'impôt, et défendre l'idée d'une fiscalité européenne, pour rétablir l'ambition d'une Europe sociale et politique : n'est-ce pas un beau projet à la fois pédagogique et profondément citoyen et populaire pour une université populaire et citoyenne ?

Nicolas POSTEL

« Le fait d'avoir une politique plus sociale est positif pour l'économie et l'innovation. »

Une centaine de personnes étaient présentes à la troisième conférence sur l'Europe Sociale organisée à Grande Synthe. L'intervenant, Jean Gadrey, a comparé les divers modèles économiques existants, y compris le modèle nordique, avant de faire un rappel historique sur l'Europe, qui n'a pas toujours été celle qu'on connaît aujourd'hui ! La conférence a été introduite par Nicolas Postel, économiste dunkerquois.

Une autre Europe, plus sociale, plus écologique, est-elle possible ?

Pour répondre à cette question, Jean Gadrey souhaite présenter avant tout les divers modèles économiques existants dans le monde « développé ». Dans son intervention, il défend l'idée selon laquelle « organiser ces coopérations entre différents pays est aussi important, voire plus important, qu'organiser la concurrence ».

Des modèles économiques très différents

Les divers modèles se distinguent par un certain nombre de critères :

■ les activités économiques dominantes : les services personnels et commerciaux / les services collectifs, sociaux

Dans les pays anglo-saxons à dominante libérale, les services personnels et commerciaux sont très représentés (27% du total de l'emploi). A l'inverse, les pays nordiques (Suède, Danemark, Finlande) ont des services collectifs et sociaux plus présents (30 à 36%). La Suède, en particulier, a 10 points d'emploi de moins que les Etats Unis pour les services commerciaux, et 11 points de plus pour les services collectifs. La France se situe entre ces deux modèles.

■ le poids des activités marchandes et non-marchandes

Dans les pays nordiques, les activités non-marchandes représentent 30 à 35% du total, dans les pays « libéraux », le pourcentage tombe

à 12-14%. En France, il est de 20%. L'exemple de la Suède est de nouveau évocateur : le poids de l'administration publique est important, les services à domicile aux personnes âgées sont assurés par l'administration publique. Il sont gratuits pour les personnes en difficulté, qui ont un droit systématique à bénéficier de ces services.

■ les inégalités de revenu

Jean Gadrey évoque la différence entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres. Aux Etats-Unis, les plus riches gagnent 16 fois plus que les plus pauvres. En France, c'est 9 fois plus, dans les pays nordiques, c'est 5 à 6 fois plus. D'autres indicateurs sont cités, comme le pourcentage de pauvres ou la part du PIB consacrée au développement du Sud, qui donnent le même type de résultats évocateurs.

■ les inégalités hommes-femmes

Dans les pays du Nord, on a 4 à 6 points d'écart dans le taux d'activité entre hommes et femmes de 25 à 54 ans. Il est de 10 à 11 points en France. Au niveau politique, on compte 14% de femmes au Parlement français, mais plus d'un tiers dans les pays du nord, et même 45% en Suède.

Peu d'inégalités de revenus = peu de personnel de service

Pour Jean Gadrey, on a donc en présence des modèles de sociétés très différents. Et si l'on regarde dans le détail, certains critères sont liés



Jean Gadrey est Professeur d'économie à l'Université de Lille I et membre du Conseil Scientifique d'Attac. Ses domaines de recherche sont la « Socio-économie des services » et les « Nouveaux indicateurs de richesse ». Son dernier essai : « En finir avec les inégalités ». Il a participé également à la création de l'indicateur des inégalités en France, dit BIP 40.

à d'autres. Par exemple, dans les pays anglo-saxons, les fortes inégalités de revenus ont pour conséquence un poids important des services commerciaux et personnels. En effet, les riches étant beaucoup plus riches que les plus pauvres, embaucher une femme de ménage ou payer du personnel de service dans les hôtels ne leur coûte presque rien. Ils sont fortement incités à se faire servir. A l'opposé, en Suède, les plus riches gagnant 3 à 4 fois plus que les plus pauvres, ils n'ont pas intérêt à embaucher du personnel de service. Cela explique la proportion de femmes de ménage la plus faible du monde. On sait que ces emplois de services, nombreux dans les pays anglo-saxons et de plus en plus encouragés en France, sont majoritairement non qualifiés, sous-payés et souvent précaires. Bref, en fonction du modèle économique qu'on choisit (ou pas), les inégalités sociales seront réduites ou amplifiées !

Une politique sociale a des effets positifs sur l'économie !

Certains objecteront que le taux de prélèvement obligatoire dans les pays du Nord est trop élevé, ce qui ne serait pas favorable à l'emploi. Or Jean Gadrey note que leur taux de chômage n'est pas plus élevé que dans d'autres pays. L'inflation n'est pas pire, les efforts en recherche et développement sont même plus élevés que dans les pays libéraux et qu'en France. Cela tendrait à prouver que le fait d'avoir une politique plus sociale est positif pour l'économie et l'innovation.

Adieu harmonisation des conditions de travail et Fonds Structuraux !

« Petit point d'histoire récente », note le professeur : la construction européenne a dans

- • • un premier temps favorisé les convergences, les solidarités, l'harmonisation entre les 15.

Première avancée : jusqu'en 1992, il y a eu de vrais progrès sociaux concernant les conditions de travail : droit à la santé, sécurité au travail, égalité hommes-femmes. Même si l'objectif principal était le marché avec une libéralisation des échanges à l'intérieur des frontières européennes, des efforts ont été entrepris en parallèle pour rapprocher les niveaux de vie et éviter le dumping social : des règles ont été édictées qui tiraient vers le haut : organisation du temps de travail, santé et sécurité des travailleurs en CDD ou intérimaires, travail des jeunes... « Après 92 », regrette Jean Gadrey, « ces préoccupations sont passées à l'arrière-plan, laissant place à une offensive néo-libérale favorisant une guerre économique de tous contre tous. Depuis cette période, les conditions de travail se sont dégradées dans toute l'Europe. »

Deuxième avancée : A la même époque, considérant que les pays les moins avancés devaient rejoindre le peloton de tête en augmentant leur niveau de vie, l'Europe a décidé d'opérer une redistribution des richesses en faveur de ces pays. Quatre fonds structurels européens ont été initiés ou relancés. Les moyens engagés ont été conséquents : les montants des fonds structurels ont doublé entre 1987 et 1993. Cela peut expliquer le succès relatif de l'intégration de la Grèce, puis de l'Espagne et du Portugal. Il n'y a pas eu trop de dumping social avec ces pays qui se sont fortement développés.

T'aurais pas 10 euros pour l'Europe sociale ?

Les sommets de Lisbonne en 2000 et de Göteborg en 2001 vont remettre en cause ces orientations. L'objectif de cohésion devient secondaire, il s'agit à présent de renforcer la compétitivité des régions. Les états les plus riches, comme la France et l'Allemagne, deviennent de plus en plus pingres avec les pays « en rattrapage ». Pour exemple, aujourd'hui, les paiements nets effectués envers les nouveaux membres (ce qui est reçu soustrait de ce qu'ils versent à l'Europe) représentent moins de 10 euros par an et par

habitant des pays de l'actuelle Union Européenne, ceci sur les trois premières années d'adhésion des nouveaux membres. « T'aurais pas 10 euros pour l'Europe Sociale ? », questionne effrontément l'économiste.

« Cette orientation est économiquement stupide car cela freine le développement commercial de ces pays « riches » vis à vis de l'est de l'Europe », continue-t-il.

Appel pour un traité de l'Europe sociale

En mars 2004, un appel a circulé en France et en Europe, il appelait à fonder un traité de l'Europe sociale. Lancé par un collectif comprenant un certain nombre de personnalités, allant de José Bové à l'Abbé Pierre en passant par Jacques Delors, des responsables syndicaux et associatifs, des députés de gauche..., il proposait d'inscrire un certain nombre de propositions sociales dans la Constitution Européenne. Ses idées n'ont pas été retenues, mais Jean Gadrey estime intéressant de les exposer de nouveau.

Pour ce collectif, l'Europe ne devait pas seulement converger sur des critères économiques ou financiers (on connaît le taux d'inflation qui doit être inférieur à 3%), elle devait avoir aussi des objectifs sociaux : taux de chômage inférieur à 5%, taux de mal logés inférieur à 3%, taux d'illettrisme inférieur à 3%, solidarité avec les pays du Sud supérieur à 1% du PIB... Ces propositions comprenaient des sanctions comparables à celles de Maastricht pour les Etats n'atteignant pas ces objectifs en 2015.

Pour y parvenir, il était prévu une fiscalité harmonisée, des salaires minimums et une protection sociale correcte, une harmonisation des conditions de travail, des normes contraignantes concernant le développement durable, la reconnaissance du principe d'intérêt général, de l'utilité des services publics comme éléments du modèle social européen... Tous ces moyens permettant de lutter aussi contre le dumping social et environnemental. Ces réflexions paraissent-elles dépassées aujourd'hui ?

Flexisécurité : je prends le flexi-, et j'oublie la sécurité ?

Jean Gadrey met en garde l'assistance face au risque de copier un bout de modèle quand l'ensemble est différent du nôtre.

Au Danemark, la flexisécurité signifie que le licenciement peut s'effectuer facilement, mais les indemnités de chômage sont élevées : 90% du salaire gardé pendant 4 ans. De plus, il y a un accompagnement efficace vers l'emploi. Le chômage y est de 5%.

Par ailleurs, il faut nuancer les louanges : il y a un chômage caché important dans la mesure où les pré-retraites sont massives, et il ne font pas mieux que les Français en matière de créations d'emplois.

Enfin, les compromis sociaux là-bas sont aux antipodes des nôtres : le taux de salariés syndiqués est de 80%. Ce système si souple est accepté par la population car les indemnités de chômage sont élevées, les emplois de qualité, les



licenciements abusifs peu fréquents et il y a peu de sanctions vis-à-vis des chômeurs : le système repose sur des engagement réciproques.

Brefs, les libéraux qui vantent ce modèle veulent en réalité retenir de celui-ci uniquement ce qui les arrange : « je prends le flexi-, et j'oublie la sécurité ! », remarque Jean Gadrey.

Sécuriser les parcours professionnels

Il faut donc réfléchir avec d'autres termes : on pourrait parler de sécurisation des parcours professionnels.

Il est vrai que l'époque est à la mobilité. Nous ne sommes plus dans les années 70 : les contraintes des entreprises sont importantes. Par ailleurs, les jeunes souhaitent une mobilité plus grande. Mais on peut garder le principe du CDI et sécuriser les transitions d'un emploi à l'autre. Selon l'économiste, cela se fera en mettant en place un véritable accompagnement, et en créant des emplois porteurs d'avenir (services à domicile professionnels de qualité, énergies renouvelables...). La diminution du temps de travail peut aussi être envisagée dans ce cadre.

Questions et interventions de la salle

Les impôts rendraient-ils plus compétitifs ?

Pour Nicolas Postel, le point central est la question de l'impôt : Il y a eu volonté de diminuer les impôts par ces politiques néolibérales.

Jean Gadrey, pour sa part, pense que la volonté globale en Europe était celle de diminuer le rôle de l'Etat. « Mais ce qui peut paraître étonnant », note-t-il, « c'est de constater que les pays considérés comme les plus compétitifs sont les pays nordiques, qui ont des impôts très élevés. Ce constat a même été fait au forum de Davos, qui réunit les pays riches et les grandes entreprises de la planète. Les commentaires étaient ceux-ci : Après tout, peut-être que le niveau très élevé des impôts peut expliquer leurs bonnes performances économiques. En effet, grâce à des services publics forts, ces pays ont une

- • • main d'oeuvre mieux formée et plus motivée, en meilleure santé. Il y a aussi moins d'inégalités, et de ce fait, moins de problèmes sociaux à régler.»

Ce qu'on peut retenir du modèle nordique

« Il serait intéressant de s'inspirer de certains éléments du modèle nordique, mais en les adaptant à notre sauce », explique Jean Gadrey. Un ou deux points de prélèvements obligatoires en plus ne ruinerait pas les entreprises. Cela permettrait plus de marges de manoeuvre dans la solidarité. Concernant par exemple l'aide à domicile pour les personnes âgées, on ne peut certes pas développer un secteur public comme dans les pays du Nord. Historiquement, ce sont les associations en France, qui ont fait leur nid dans ce domaine. On ne va pas les nationaliser. En revanche, on peut créer un grand service public qui suscitera la création d'associations de services, assurera la formation des personnes, facilitera l'accès des personnes âgées démunies à ces services... On peut avancer sur l'universalité des droits en s'appuyant sur les acquis des associations.

Éradiquer totalement la pauvreté ? Utiliser l'arme du protectionisme ?

A une question sur la nécessité de se fixer des objectifs plus ambitieux que 5% de pauvreté, c'est à dire de viser l'éradication totale de la pauvreté, Jean Gadrey répond que dans un processus de convergence, il importe de se fixer des étapes communes. Certains pays sont encore très éloignés des objectifs fixés. L'économiste choisit d'être pragmatique pour avancer vers une situation plus acceptable.

Une autre intervention aborde le thème du protectionisme : ne faut-il pas instaurer des barrières douanières ? Pour Jean Gadrey, il vaut mieux éviter les mesures de rétorsion qui seraient contre-productives. Il préfère miser sur l'harmonisation sociale. Au fur et à mesure que celle-ci progressera, les raisons de l'établissement de barrières douanières disparaîtront d'elles-mêmes.

Et les divisions de la gauche, entre oui et non ?

Une autre intervention aborde le thème des divisions de la gauche : n'ont-elles pas été fatales pendant le débat sur le référendum ? N'en paie-t-elle pas le prix ?

Jean Gadrey note que les clivages existaient déjà auparavant, entre un socialisme qui s'était aventuré assez loin dans le compromis avec le libéralisme et des idées opposées au courant néolibéral. Le référendum a au moins permis de développer une culture du débat en France : pendant des mois, il y a eu des discussions sur ce traité, cela ne peut pas ne pas avoir marqué les consciences. Certes, le collectif pour un traité social a échoué, mais on peut reprendre le flambeau : la Confédération Européenne des Syndicats est proche de ces propositions, tout comme des ONG, des mouvements citoyens, des écologistes...

Des emplois dans la production et les services de proximité

Un participant propose de développer des emplois non délocalisables dans les campagnes, de se tourner vers une agriculture plus saine.

En guise de réponse, Jean Gadrey précise qu'il ne sépare pas le social de l'environnement. Il est possible de développer des emplois de production : l'agriculture non productiviste nécessite plus de personnel. On peut aussi créer des emplois dans le bâtiment avec des normes écologiques, développer les énergies renouvelables. Avec les services de proximité, il observe que ce sont des centaines de milliers d'emplois qui pourraient être créés.

Si l'Europe sociale est à la traîne, le bilan est moins mauvais pour l'Europe environnementale. Il y a un certain nombre d'avancées, à consolider. ■

Comment faire ?

Le séminaire, samedi 12 mai à la médiathèque d'Armbouts Cappel

Une trentaine de personnes ont planché sur l'Europe Sociale avec l'aide de Nicolas Postel, économiste et membre d'Attac. Si le manque d'espaces de débat a été unanimement déploré, les participants se sont centrés principalement sur cette question : « comment faire pour sensibiliser plus de gens à ces thèmes et mettre ces enjeux sur la place publique ? ». Nombre de possibilités de chantiers se sont ouverts : outil culturel, débats, formation, expérimentation, ouverture...

Un constat : le rouleau compresseur bien avancé...

À plusieurs reprises, durant ce séminaire, est revenu ce constat d'une pensée sclérosée : il n'y a aujourd'hui pas d'espace disponible pour des propositions politiques autres que le libéralisme et l'individualisme triomphants. La pensée TF1 triomphe. Les gens sont montés les uns contre les autres : travailleurs contre chômeurs, considérés comme des profiteurs. Même les plus démunis, ceux qui devraient être en faveur de plus de solidarité parce qu'ils en tireraient bénéfice, sont contre l'impôt « car ils n'ont pas les moyens d'être solidaires » ! Quand les plus pauvres deviennent individualistes, « on rame derrière pour infléchir les discours », témoigne un participant. Le rouleau compresseur semble bien avancé.

Redonner espoir : ça marche ailleurs !

Pour Nicolas Postel, l'Europe est présentée exclusivement comme une organisation économique. Les nouveaux pays n'auraient d'autres choix que de jouer la déflation salariale : maintenir des salaires très bas pour être compétitifs face aux vieux pays européens. Or Jean Gadrey démontre que d'autres solutions sont appliquées ailleurs en Europe. Il y a même eu une période où la solidarité était mise en avant. La Grande-Bretagne, les milieux patronaux étaient plus favorables à une



Europe Sociale. Il s'agissait alors d'aménager le capitalisme pour le rendre plus vivable sur un territoire, avec une sécurisation des salariés. Si on peut démontrer que d'autres pays fonctionnent avec des modèles différents, et que cela marche, on redonne espoir : le fatalisme est mis bas ! Il faut pour cela recréer des espaces de discussion, et mobiliser largement sur l'ensemble de la gauche.

Comment faire ? Culture, valeurs, économie... et parcours de vie ?

Comment faire pour sensibiliser la population et mettre ces enjeux sur la place publique ? Cette question en a soulevé d'autres, qui ont fait débat lors du séminaire.

Prenons celle-ci par exemple : parler politique • • •

● ● ● fait fuir les gens, constate un participant. Pour toucher le maximum de personnes, n'est-il pas plus pertinent de passer par le biais de la culture, qui permet une plus grande « accessibilité » ? On peut ainsi aborder le thème autrement, ouvrir un espace d'expression, dans lequel il n'y a pas de censure. Pour une autre, il faudrait parler avant tout de valeurs humanistes, de fraternité, avant de s'attaquer à la sécheresse de l'économie. Pour d'autres encore, les chiffres avancés par Gadrey apportent des billes pour argumenter dans les discussions. Selon Nicolas Postel, il est fondamental de se resaisir de l'économie, pour ne pas la laisser aux politiques. Se plonger dans les sciences économiques permet aux citoyens de faire des choix politiques ensuite, avec plus de lucidité.

Autre série de questions qui font débat : Faut-il « éduquer » les élites ou le peuple ? Certains regrettent que les hommes et femmes politiques soient si peu connectés au réel. Mais est-on plus lucide en vivant concrètement des situations difficiles ? Un participant évoque son parcours : non syndiqué, il a eu le déclic du militantisme suite à son licenciement : il s'est alors investi dans les milieux associatifs, a appris à batailler, à mettre en oeuvre des rapports de force. Un autre participant cite des contre-exemples : des bourgeois comme Proudhon ou Marx se sont engagés pour la défense du peuple, sans avoir vécu des situations de pauvreté. Pour un autre, malgré le travail de sappe des médias, les salariés ne sont pas forcément dupes : il cite des collègues cadres dans le privé à qui on fixe des objectifs inatteignables.

D'autres personnes présentes racontent leur évolution individuelle : l'un pensait au début que l'économie n'était pas pour lui, cela lui était hermétique. Il a fini par s'accrocher et a réussi à déconstruire les discours. L'autre, ouvrier manutentionnaire, s'est inscrit à l'Université, et s'est engagé ensuite à Attac. Il paraît intéressant de prendre en compte l'expérience et le témoignage des personnes...

5 points et des actions tous azimuts

Face à cette volonté commune d'avancer vers une Europe Sociale, Nicolas Postel propose aux participants 5 points qui pourraient constituer cette Europe : une harmonisation fiscale, sociale, environnementale, la nécessité du prélèvement de l'impôt et une réforme constitutionnelle qui remplacerait le traité prévu actuellement.

Pour faire avancer le débat, tous les moyens disponibles doivent être utilisés.

Le travail politique de débats, tout d'abord. Tout citoyen a droit à un débat sur l'Europe. Pour cela, il faut forcer les espaces, créer des réseaux de discussions, construire du rapport de forces.

Le travail de formation est tout aussi important, pour maintenir les principes de l'éducation populaire. Il importe de ne pas laisser l'économie aux économistes, il faut démythifier. Il faudrait donc une formation économique de base pour chacun, et faire le lien entre les théories et les situations de l'économie locale. Une personne évoque la nécessité d'expliquer que nous ne vivons pas dans un monde de liberté où chacun peut travailler quand il le souhaite : notre monde est structuré par des rapports de l'économie capitaliste. Ça va mieux en le disant ! Il faut aussi parer aux risques de réécriture de l'histoire, rappeler comment les conquêtes sociales, actuellement détricotées, se sont faites. Un participant propose d'étudier les raisons pour lesquelles les syndicats français se sont construits dans la contestation, à l'opposé des pays nordiques. Une autre propose de faire appel à la sociologie pour analyser le phénomène suivant : comment un opprimé peut-il devenir oppresseur ? Qu'est-ce qui fait qu'on bascule, qu'on va par exemple stigmatiser comme fainéante une catégorie de population ? Le travail d'introspection n'est pas superflu. L'élu accueillant le séminaire dans la médiathèque d'Armbouts Cappel

note l'importance pour celle-ci de faire de la médiation, sur la culture, mais aussi sur l'économie.

Le travail d'expérimentation est également souligné. L'exemple de Bois Environnement Services, entreprise exemplaire au niveau local, est cité. Ces ex-dockers licenciés ont voulu créer une structure économique qui respecte l'environnement et les Hommes. Cela illustre bien le passage de la contestation syndicale, des revendications, à de l'action créative, se situant dans le cadre de l'économie solidaire. Pour certains, cela relève d'une nouvelle militance. Attention cependant à ne pas bricoler dans son coin : il faut aller voir ailleurs aussi ce qui se passe, dans d'autres pays, et ne pas cesser les allers-retours entre théorie et pratique.

Enfin, **l'ouverture au-delà des réseaux habituels** est déclarée indispensable pour ne pas rester entre soi : les personnes des milieux populaires, les élus, les gens qui pensent différemment (une participante affirme avec humour manquer de lien social à droite), les journalistes (trop souvent à l'écoute des discours convenus et stéréotypés), les syndicalistes...

Une université populaire sur le Littoral ?

En conclusion, pour répondre à la quatrième question posée lors de ce débat (comment consolider des espaces de formation et d'actions collectives), il est proposé de réunir un collectif large dans le Dunkerquois, proche d'une université populaire. Celui-ci



réunirait syndicats, associatifs, politiques, économie solidaire, structures culturelles... Des syndicalistes de l'usine Arcelor travaillant sur le salariat précaire pourraient être contactés. Un réseau fortement mobilisé pourrait être créé au niveau régional. Bref, le but serait de rassembler au-delà des clivages toutes les personnes convaincues qu'une Europe Sociale est possible... et à construire ensemble. ■



«**En partant d'un travail artistique sur du concret, on peut aborder nombre d'enjeux politiques.**»

Patrick Le Bellec

Venu de Paris, Patrick Le Bellec s'est installé à Dunkerque il y a 7 ans. Une ville qu'il trouve attachante. Il y assure les fonctions de chargé de mission « Art et espaces publics ». Son implication associative est importante. Président de l'association La Plateforme, qui accompagne de jeunes artistes, il est également trésorier de Bois Environnement Services (BES).

« De la conférence, je retiens un point majeur : il est possible de construire une Europe sociale. Il faut pour cela une volonté politique. Les mouvements militants sont-ils suffisamment forts pour agir ? Pour ma part, je travaille sur des échelles de territoire maîtrisables. Au niveau d'une ville, on peut influencer l'action publique. A l'échelle de l'Europe, il est plus difficile de trouver un interlocuteur.

J'ai croisé BES à la MJC Terre Neuve où j'ai travaillé en arrivant à Dunkerque. Pour moi, ce sont des précurseurs sur l'économie sociale et solidaire et le développement durable dans le Dunkerquois. Symbole d'un militantisme renouvelé, ils ont une exigence politique et en même temps, partent du terrain, expérimentent, créent de l'emploi et du sens. Il serait intéressant de les associer à des temps de réflexion communs entre associations, syndicalistes, intellectuels, militants...

Des jardins flottants pour parler de la précarité

Je trouve intéressant d'utiliser le levier culturel pour associer un public plus large à nos thèmes de réflexion. Face à un marché de l'art qui bouffe la création contemporaine, certains artistes veulent créer en lien avec les habitants du territoire.

On pourrait les associer sur la durée aux travaux de l'Université Populaire et Citoyenne. Ils peuvent éclairer les problématiques sous un autre jour, par exemple par le biais du multimédia.

Il faudrait enlever les a priori sur l'art. C'est possible en travaillant sur des objets concrets communs, en jouant sur la créativité. Je travaille avec les habitants d'un quartier de Dunkerque sur la transformation de la place du Palais de Justice. On ne mettra probablement pas de mobilier sur cette place, et nous avons travaillé sur l'appropriation de ce lieu public. Les habitants ont organisé une visite du quartier, mis en valeur leur patrimoine. Et puis des artistes ont organisé une visite à leur tour, et une manifestation finale a eu lieu sur cette place.

En partant d'un travail artistique sur du concret, on peut aborder nombre d'enjeux politiques : on travaille actuellement sur un projet de réalisation de jardins flottants sur les canaux, ce peut être l'occasion de parler de la précarité.

Dunkerque comme lieu d'expérimentations ?

Les Dunkerquois ont une relation étrange à la mer. Il y a l'identité d'un port, mais aussi celle d'une immense usine, avec le quatorzième site Seveso prévu. Cette ville a du mal à définir son potentiel. Si les habitants prenaient confiance en eux, cela changerait bien des choses. Dunkerque pourrait être le terrain d'expérimentations sociales, culturelles, environnementales. De par sa situation, cette ville est le lieu idéal pour questionner la fermeture des frontières, la mondialisation (avec le flux de marchandises qui passent)... On pourrait organiser une réflexion sur ces enjeux avec d'autres grands ports européens. » ■



« Il y a une méfiance de toutes parts dès que des citoyens se rassemblent pour parler politique. »

Anna Czapski

Salariée de Carma, une association qui aide de jeunes artistes dans le domaine des musiques actuelles, Anna Czapski est également présidente d'une autre association, « Rock'n'roll charity hospital » qui organise des événements musicaux. Enfin, elle a été candidate-suppléante aux législatives dans la liste des Verts dans le 13ème circonscription. Et puis elle écrit des nouvelles et joue de la batterie...

« Après les tensions liées au débat sur le traité en 2005, ça m'a fait plaisir de participer à des discussions qui rassemblaient plus largement tous ceux qui souhaitent continuer la réflexion sur cet idéal collectif européen, qu'ils aient été pour le oui ou pour le non. J'avais entendu parler de la démarche de l'UPC Roubaix, que j'appréciais car elle est proche des gens. Je trouve intéressant que des citoyens prennent eux-mêmes des initiatives, invitent des chercheurs. J'ai été aussi intéressée par l'aspect collectif. C'est autre chose que de regarder un documentaire tout seul devant la télévision. On a pris le temps de la rencontre. On s'est mis d'accord sur les points importants permettant d'avancer vers une Europe sociale, en restant réalistes. Dans le contexte actuel, il faut faire des propositions qui peuvent être entendues par des politiques très divers.

Une France loin d'être en pointe au niveau social

J'ai été surprise par les éléments avancés par Jean Gadrey sur les divers modèles européens. Je pensais a priori que la France était en pointe au niveau social. A la limite, on aurait pu dire qu'elle en faisait trop, que cela coûtait cher à l'Etat. En fait, la France est bien loin des pays nordiques, qui ont su créer un cercle vertueux pour l'Economie : ils ont moins de chômage, une qualité de

vie supérieure, une plus grande égalité entre hommes et femmes, créent beaucoup d'emplois dans le social, la santé... Cela aide à construire des arguments, cela donne des outils d'analyse. On sort des préjugés, il y a eu une vraie dimension européenne dans ce débat.

En revanche, je suis inquiète : comment continuer sur cette dynamique ? Le temps manque pour ce dialogue à construire, au-delà des clivages. Je manque toujours de lien social à droite. On a du mal à se parler. Et puis il y a une méfiance de toutes parts dès que des citoyens se rassemblent pour parler politique. Cela gêne.

Une coopérative pour expérimenter d'autres manières de travailler

Pendant la campagne des législatives, j'ai trouvé que les gens s'intéressaient à la politique, c'était positif. Mais en même temps, ils semblaient conditionnés par les soubresauts médiatiques. Comment faire vivre la politique au quotidien de manière simple ? Il faudrait une éducation politique collective.

Au sein de l'association Carma, nous avons un projet de créer une coopérative pour organiser des concerts, des expos, des résidences d'artistes. Nous nous lançons dans l'expérimentation, en nous inspirant de l'expérience de Bois Environnement Services : implication de tous dans les prises de décision, valeurs d'échanges, de plaisir dans le travail, pour que ce soit enrichissant pour tous. » ■



« Quand on discute sur les marchés, les gens sont en demande d'explications sur l'Europe. »

Sylvie Benoît-Chieux

Enseignante en mathématiques à Grande-Synthe, Sylvie est une hyper-active militante et mère de cinq enfants. Syndiquée sans beaucoup militer jusque 2002, elle reçoit un choc le 21 avril, prend conscience de la nécessité de l'engagement. Après avoir participé à l'organisation de manifestations en 2003, elle adhère à Attac en 2004 et devient Présidente d'Attac Littoral Nord (%ALN).

« J'ai été très intéressée par les éléments précis de comparaison entre les divers modèles sociaux en Europe, présentés par Jean Gadrey. J'ai aussi lu son ouvrage « Les indicateurs de richesse ». Ce sont des paramètres de bien-être qu'on devrait prendre en compte pour une Europe sociale. Il faudrait ajouter le terme « solidarité » sur le fronton des mairies, à côté de « liberté, égalité, fraternité ».

J'ai un seul regret : on n'a pas su faire venir les classes populaires et les élus du Littoral sur cette question. Il faut dire que la région n'est pas très en forme : les gens ont de nombreux problèmes de quotidien à régler.

On va pourtant droit dans le mur avec le néolibéralisme, qui creuse les inégalités. Le traité voulait figer cette idéologie. En 2007, c'est douloureux de voir Sarkozy élu après une campagne explicite en faveur du traité de 2005 refusé par référendum.

Il faudrait multiplier ce type de rendez-vous d'explications. L'approche culturelle par le théâtre ou le cinéma est également intéressante. Les gens participent plus facilement.

Les politiques ne doivent pas désertier les lieux de débat

Les élus locaux disent qu'ils ne peuvent rien face aux institutions européennes. Seulement une centaine de parlementaires ont rejoint l'appel à référendum pour le nouveau traité que Sarkozy veut faire ratifier par voie

parlementaire (alors qu'il reprend quasiment le même contenu que celui rejeté le 29 mai 2005). C'est consternant : les citoyens ont droit à un vrai débat public. Quand on discute sur les marchés, ils sont en demande d'explications sur l'Europe, sur son histoire, les raisons d'ouvrir toutes les frontières. Les politiques ne doivent pas désertier ces lieux. Ils doivent entendre les questions ! Et d'ailleurs se poser des questions... Rien n'est inéluctable, il y a des possibilités d'actions : l'Union Européenne pourrait choisir par exemple de développer un « protectionisme altruiste ». Une commission d'Attac France travaille sur un projet de constitution pour l'Europe : un Plan P. Attac est un bon outil pour organiser le débat public. À Dunkerque, %ALN est étiqueté depuis que nous avons appelé à voter « non » au traité en 2005. Nous avons eu des difficultés à trouver des salles pour les débats dans les quartiers. Le débat semble verrouillé. C'est dommage.

Un réseau d'éducation populaire ?

Je pense qu'il faut multiplier les mises en réseau, s'organiser pour que toutes les bonnes volontés, associations, syndicats, médiathèques... se mobilisent pour permettre un libre débat citoyen. On pourrait créer un réseau d'éducation populaire. Pourquoi pas par exemple l'Université citoyenne européenne du Nord-Pas de Calais ? On se réunirait dans les maisons de quartiers, les cinémas, les médiathèques, et non à la fac. » ■

*Attac Littoral Nord se mobilise pour exiger un référendum sur le nouveau traité.
Plus d'infos : <http://attac.ln.free.fr/>*



« Plus personne ne dit :
« À bas les impôts » à
présent ! »

Brigitte Mounier

Metteuse en scène de la « Compagnie des Mers du Nord » basée à Grande Synthe, Brigitte Mounier est arrivée sur le Littoral il y a 12 ans et y est restée, séduite par ses vagues et les couleurs de son ciel. Si sa compagnie monte des spectacles, elle anime aussi des ateliers théâtre dans les maisons de quartier, les prisons..... Et elle organise chaque année Le Manifeste, rassemblement de théâtre politique, qui affronte les tabous.

« J'ai trouvé la formule de l'UPC intéressante : un café, une conférence, un séminaire. Les publics sont mélangés : on n'y trouve pas que des enseignants.

Mêler culture et politique est pour moi essentiel. D'ailleurs, le théâtre est politique. Dans la Grèce antique, le théâtre est né pour clamer ce qu'on avait à dire, revendiquer une place dans la Cité.

Le théâtre pour s'identifier comme êtres pensants

En arrivant à Grande Synthe, j'ai commencé par monter une pièce sur Usinor avec des salariés de Sollac et des habitants. Cela a créé un fort engouement pour le théâtre. L'élan était donné.

A Grande Synthe, nous organisons chaque année en été Le Manifeste, qui a plusieurs entrées. D'abord, il y a des représentations théâtrales, mais nous animons aussi des ateliers ouverts à tous. Des conférences-débats sont organisées avec des intervenants comme Serge Halimi, Hervé Kempf ou Nabil El Haggar. Durant l'année, j'anime des ateliers à la médiathèque de Grande Synthe. Les publics sont variés : il y a aussi bien des retraités que des étudiants ou des RMIstes. Certains d'entre eux sont dans une position de refus du discours politique classique car ils se sentent bernés. On travaille sur des textes contemporains, et puis on organise une lecture déambulatoire

publique. Pour nombre d'entre eux, c'est la première fois qu'on les écoute, il faut parler à voix haute. C'est valorisant et cela les transforme. Ils s'identifient enfin comme êtres pensants, actants. On travaille sur les textes, on les critique aussi. Ils s'accrochent, certains sont là depuis 3 ans. Ils viennent voir Le Manifeste, sont touchés par d'autres discours. Plus personne ne me dit : « A bas les impôts ! », à présent. Et des parents ont inscrit leurs enfants à l'atelier théâtre.

En même temps, je suis consciente du fait que l'action culturelle touche toujours le même nombre de personnes.

Des habitants-relais en visite à Berlin ?

Lors du séminaire, il a été évoqué l'idée d'aller voir ailleurs ce qui marche. Pourquoi ne pas emmener un groupe de ces personnes qui ne sortent jamais de chez elles ? On pourrait organiser une visite de Berlin, pour comprendre pourquoi il n'y a pas de de SDF là-bas : chacun a droit à un toit. On pourrait visiter plusieurs villes européennes, voir comment le poids plus ou moins important des impôts peut avoir une influence sur le modèle de société qu'on a. Ces personnes seraient les meilleurs relais. Lors de réunions organisées ensuite dans leur quartier, elles pourraient faire part de ce qu'elles ont vu. On n'est plus dans la conférence classique, où l'on se dit : « je vais écouter un économiste, mais je sais que je ne vais rien comprendre ». ■

QUELLE AUTRE EUROPE SOCIALE ?

Quatrième débat populaire et citoyen dans la région Nord-Pas-de-Calais

Avec « Citéphilo » et l'Université Populaire et Citoyenne à Roubaix.

Faut-il brûler le modèle social français ?

Vendredi 16 novembre 20h conférence-débat à la salle des conférences de la mairie de Roubaix, rue du l'Hôtel de Ville. Entrée libre.

Samedi 17 novembre 9h à 12h séminaire (20 participants) sur inscription par mail ou par tél.

Avec **Dominique Méda**, sociologue, chercheuse au CEE (Centre d'Etudes de l'Emploi), auteur de *Le travail une valeur en voie de disparition* (Aubier, 1995) ; *Qu'est ce que la richesse ?* (Aubier, 1999) et *Faut-il brûler le modèle social français ?* avec Alain Lefèbvre (Seuil, 2006).

PARTENAIRES

À Petits Pas

16 route de Canlers
62310 Ruisseauville
Contact : Régis Tirlemont
Tél : 03.21.41.70.07
equipe@apetitspas.net

Action Catholique Rurale

1 rue Saint Esprit
62190 Fruges
Contact : Marie Noëlle Thys
Tél: 03.21.04.83.52

Galilée

7 place R.Salengro
62150 Arques
Contact : Jean Paul Moutiez
Tél : 03.21.88.17.66
galilee.arques@wanadoo.fr

ATTAC Littoral Nord

26 av. de l'ancien village
59760 Grande-Synthe
Contact : Sylvie Benoît-Chieux
Tél : 06.62.32.46.30
littoral.nord@attac.org

Atelier culture ULCO

Rue du Gouvernement
59140 Dunkerque
Contact : Hervé Royer
Tél : 03.28.23.70.69
culture@univ-littoral.fr

Université populaire de la Côte d'Opale

Pertuis de la Marine BP 5530
59386 Dunkerque cedex 1.
Contact : Danièle Chaumeil
Tél 03.28.51.92.37
contact@upco.fr

Citéphilo - Philolille

BP 123
59207 Lille cedex
Contact : Gilbert Glasman, Léon Wisznia
Tél : 03.20.55.66.34
citephilo@wanadoo.fr

Fédération des radios associatives du nord de la France (FRANF)

<http://franf.fr.fm>

Radio Loisirs

Square Coluche
62490 Vitry en Artois
Contact : Hervé Dujardin
Tél : 06.81.29.35.96
radio.loisirs@wanadoo.fr

Radio Canal - 89.8 / 94 / 102.8

Radio Rencontre - 93.3

Radio PFM - 99.9



Directeur de la publication : Pierre Wolf
Rédaction : Patricia Hanssens
Photo: Baziz Chibane (Riquita)
Conception graphique : Izem Prod
Mise en pages : normal@no-log.org
Impression : www.flyer.be
Tirage: 1000 exemplaires
ISSN: 1778-039X

